

La Fabrique de l'industrie en partenariat avec

Amcham France

présente

Les Entretiens de la Fabrique

GAZ DE SCHISTE, COÛT DU TRAVAIL, INNOVATION :

Les leçons du rebond industriel américain

AVEC

Thibaut BIDET-MAYER, chargé d'études à La Fabrique de l'industrie

Louis GALLOIS, président de la Fabrique de l'industrie

Clara GAYMARD, présidente d'AmCham France

Pierre-Noël GIRAUD, professeur à Mines ParisTech

ET

Eric LABAYE, président du McKinsey Global Institute

DÉBAT ANIMÉ PAR

Jean-Marc VITTORI, éditorialiste aux Échos

Le 15 juin 2015



EN BREF

Depuis 2010, l'industrie américaine connaît un formidable regain d'activité. Sa production a dépassé son niveau d'avant-crise et de nouveaux emplois se créent dans ce secteur, phénomène inédit depuis plus de quinze ans. Cette reprise contraste avec la dynamique observée dans la plupart des pays développés, dont la France, et éveille la curiosité. Ce rebond est-il la première étape d'une renaissance industrielle américaine ?

L'industrie américaine bénéficie d'atouts indéniables : le facteur énergétique et le coût du travail certes, dont l'impact ne doit toutefois pas être surestimé, mais aussi une demande dynamique, une capacité d'innovation et encore des positions dominantes dans les technologies numériques. En revanche, des défis l'attendent encore en termes de gains de compétitivité et d'emploi, et la faiblesse de l'écosystème industriel constitue un frein aux relocalisations. Les États-Unis sont néanmoins en capacité de tirer le plus grand profit de la véritable révolution numérique que s'apprêtent à vivre les industries du monde entier.

Compte rendu rédigé par Sophie Jacolin

TABLE RONDE

Jean-Marc Vittori

L'industrie américaine connaît-elle un simple rebond ou une reprise durable ? Dans le vif débat qu'occasionne cette question depuis quelques années, La Fabrique de l'industrie apporte avec son dernier ouvrage une analyse de référence. L'un de ses coauteurs nous en livrera les principaux enseignements, après quoi nous ouvrirons le débat avec nos invités.

1

Une industrie entre succès et défis

Thibaut Bidet-Mayer

L'industrie américaine affiche une reprise vigoureuse depuis 2009 : sa production a crû de 25,9 %, quand elle n'augmentait que de 7,9 % en France. Les États-Unis ont créé plus de 850 000 emplois industriels depuis la fin de la crise, alors que notre pays accuse un recul massif dans ce domaine.

Coût du travail et énergie : des facteurs surestimés

L'ampleur de cette reprise conduit certains analystes à anticiper une renaissance industrielle américaine. Avant d'en juger, il convient d'en analyser les facteurs explicatifs. À cet égard, les ingrédients que met le plus volontiers en valeur le débat public sont relativement surestimés. Il en est ainsi, en particulier, des coûts du travail et de l'énergie.

Indéniablement, les États-Unis ont initié une révolution énergétique dans le mitan des années 2000 en exploitant leurs réserves d'énergies non conventionnelles, en particulier le gaz de schiste. Entre 2006 et 2010, le prix du gaz naturel a diminué de plus d'un tiers — tendance fort enviable à l'heure où le coût de l'énergie progresse dans la plupart des pays du globe. Toutefois, cette baisse n'a produit qu'un effet localisé sur certaines activités fortement consommatrices en gaz naturel, comme la chimie de base, pour lesquelles cette ressource constitue une matière première. En revanche, la plupart des autres secteurs industriels sont assez peu dépendants du coût du gaz naturel. Plus de 90 % des emplois manufacturiers américains relèvent ainsi de secteurs dont les dépenses énergétiques représentent moins de 1 % des coûts de production.

Quant au coût du travail, il est lié à un autre thème très médiatisé actuellement, celui des relocalisations. Les États-Unis ont connu une période de modération salariale très marquée ces dix à quinze dernières années, plus encore que l'Allemagne. En parallèle, le coût du travail s'est élevé dans les pays asiatiques, singulièrement en Chine. La réduction du différentiel entre les États-Unis et l'Asie conduit certains analystes à considérer que le territoire américain est redevenu très attractif pour les activités manufacturières, présageant même une vague de relocalisations. Celle-ci ne se manifeste pas encore, malgré les effets d'annonce de certains grands groupes. Les études les plus optimistes estiment que les relocalisations ont suscité la

création de 100 000 emplois — volume assez faible au regard des 850 000 nouveaux postes apparus dans l'ensemble du secteur. Surtout, elles n'ont pas permis de compenser la saignée qu'ont entraînée les délocalisations sur la même période.

Une dynamique interne de rattrapage

Si les coûts de l'énergie et du travail n'ont pas un impact aussi important qu'espéré, comment expliquer la reprise industrielle américaine ? Elle est en fait essentiellement alimentée par une dynamique interne. Ainsi, après avoir subi un véritable effondrement sous l'effet de la crise, de nombreux secteurs ont promptement comblé leur recul à la faveur d'un environnement économique plus favorable. Cet effet de rattrapage est particulièrement marqué dans l'automobile, qui a pourtant traversé une passe éminemment difficile en 2008-2009. Sans plan de sauvetage gouvernemental, General Motors et Chrysler auraient probablement fait faillite. Depuis sa reprise, l'industrie automobile à elle seule explique près d'un tiers de la croissance de la production industrielle. Ce secteur engendre qui plus est un effet d'entraînement sur le reste de l'industrie et de l'économie, via sa vaste chaîne de sous-traitance.

L'action des pouvoirs publics américains s'est par ailleurs révélée déterminante. La politique monétaire menée par la Réserve fédérale (FED) depuis 2009 a permis de desserrer les conditions d'octroi de crédits et de soutenir la demande, en particulier dans l'automobile.

Un avenir entre craintes et espoirs

Le rebond observé depuis quelques années aux États-Unis est-il susceptible de se poursuivre ? Est-ce la première étape d'une renaissance industrielle, ou ces effets de rattrapage s'essouffleront-ils progressivement ?

L'industrie américaine suscite deux craintes et un espoir. Premier signe d'inquiétude, la compétitivité des États-Unis ne manifeste pas d'amélioration depuis quelques années. Le déficit commercial du pays n'a cessé de se dégrader depuis la fin de la crise, pour atteindre des niveaux historiquement faibles. À elle seule, l'industrie affiche plus de 550 milliards de dollars de déficit. La quasi-totalité des secteurs industriels présente ainsi un déficit, qui s'est même creusé au cours des dernières années.

En outre, cette reprise industrielle ne s'accompagne pas d'une hausse proportionnelle de l'emploi. Si 850 000 emplois industriels ont été créés depuis la fin de la crise, 2 millions avaient été détruits en 2008 et 2009. En la matière, aucun secteur n'a retrouvé le niveau auquel il se situait avant 2008. Le numérique continue même de supprimer des postes.

Le positionnement assuré des États-Unis dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) constitue en revanche un atout considérable pour le pays. Il jouit dans ce domaine d'une réelle capacité d'innovation et d'écosystèmes performants. Nul doute que le cloud, le big data ou encore l'internet des objets révolutionneront les activités industrielles et les modèles économiques. En 2015, Google, Amazon, Facebook et Apple affichaient une capitalisation boursière de 1 500 milliards de dollars, niveau comparable à celui de l'ensemble des entreprises du CAC 40. C'est dire l'avance des États-Unis dans ce secteur d'avenir, qui ne pourra que profiter à l'industrie du pays.

Clara Gaymard

Les Américains ne partagent guère les craintes dont il vient d'être fait état, et sont convaincus d'être engagés dans une dynamique positive. Cette confiance tient tout d'abord au faible coût de l'énergie : quand le gallon d'essence est facturé 2 dollars à la pompe, l'ensemble des

consommateurs, et ce faisant de l'économie, en ressentent le bénéfice. La baisse du prix du pétrole présente toutefois un revers. Ainsi, les investissements dans le pétrole et le gaz de schiste ont brutalement reculé aux États-Unis. Il reste à en mesurer l'impact possible sur la croissance. Pour évoquer un domaine qui intéresse General Electric, il est intéressant de constater que l'aéronautique ne présente plus le caractère cyclique qu'elle revêtait autrefois. Ce secteur affiche une pleine croissance depuis près de dix ans, sans que l'on voie poindre un retournement de cycle. D'ici à 2020, un milliard d'habitants de la planète prendront l'avion pour la première fois. Les pays émergents s'équipent en conséquence, tandis que les compagnies aériennes des pays développés renouvellent leur flotte. C'est un facteur de dynamisme industriel non négligeable.

2 Une révolution industrielle numérique

Clara Gaymard

L'industrie américaine ne vit pas un rebond mais une transformation profonde suscitée par les technologies numériques, avec notamment les objets connectés et le « machine to machine ».

À titre d'illustration, General Electric équipe ses moteurs d'avion de capteurs qui, au vu de la température, de la vitesse et de l'altitude, permettent de suivre la consommation de l'engin et d'adopter un pilotage optimisé sur le plan énergétique. Ils analysent également l'usure des pièces et signalent le moment auquel elles doivent être réparées. La maintenance et la fabrication de ces dernières s'en trouvent modifiées. Ajoutons à cela les possibilités offertes par le big data et l'impression 3D, et nous pourrions réaliser des économies de production considérables pour certaines pièces. C'est grâce au big data que General Electric a par exemple pu identifier les causes de la moindre efficacité des moteurs vendus au Moyen-Orient et en Chine : l'intrusion dans les machines d'une poussière de sable ou de particules de pollution. Le groupe a de fait proposé à ses clients des machines permettant de nettoyer les moteurs.

La transformation engendrée par le numérique n'est rien moins qu'une nouvelle révolution industrielle. Elle renouvelle non seulement la chaîne de production, mais encore les produits eux-mêmes et la chaîne de valeur, depuis la fabrication jusqu'aux services et à la maintenance. Le big data offre en effet une connaissance intime du cycle d'utilisation d'un équipement et aide à identifier en temps réel les modifications qu'il convient d'opérer dans la production.

Le système économique américain a su faire émerger des acteurs puissants dans le numérique. À la différence de l'Europe où dominent encore des entreprises historiques, les leaders américains ont à peine dix ans. Une expression anglo-saxonne caractérise fort bien le domaine du big data : « the winner takes it all », le gagnant remporte toute la mise. De nouvelles formes de monopole pourraient survenir et restreindre la compétition. Quel acteur pourrait contrer Google ou Facebook ?

L'indéniable renaissance économique américaine est en outre portée par des dispositifs de financement et un écosystème d'innovation vigoureux. General Electric s'est lancé dans l'internet industriel il y a quatre ans en s'implantant dans la Silicon Valley et en recrutant l'un des dirigeants de Cisco. Alors que le groupe dimensionnait initialement ce pôle à une centaine de personnes, il compte aujourd'hui pas moins de 1 500 employés qui développent des applications industrielles pour ses clients.

Quant à la dynamique de relocalisation, General Electric rapatrie sur le territoire américain la

production de lave-vaisselle par exemple, lesquels comportent désormais des puces électroniques. La valeur ajoutée accrue de ces appareils permet de supporter des coûts de main-d'œuvre plus élevés.

Louis Gallois

Les opérateurs américains du numérique se mettent en position de contrôler la chaîne de valeur de l'industrie mondiale, à l'exception de la Chine. Une bataille sévit, dans l'industrie l'automobile comme ailleurs, pour déterminer si l'interface client doit être assurée par les constructeurs ou au contraire par les acteurs d'internet — auquel cas les premiers deviendraient en quelque sorte des sous-traitants des seconds. Dans l'automobile par exemple, la seule cartographie concurrente de celle de Google (en dehors du marché chinois) est celle de Nokia. L'industrie allemande cherche à s'associer aux autres constructeurs pour racheter cette cartographie, afin que le secteur automobile en garde la maîtrise.

Il est donc temps de se départir d'une vision essentiellement manufacturière de l'industrie. Sous l'effet du numérique, la frontière qui la distingue des services est brouillée. Le numérique est une industrie, et les Américains y occuperont une place déterminante. Nous sommes à l'orée de la révolution internet. Celui-ci déploiera ses gains de productivité avec force. Il nous faudra alors gérer, sur le plan de l'emploi, la transition vers une économie numérisée.

Eric Labaye

Ces vingt dernières années, la globalisation et les évolutions technologiques ont entraîné des perturbations majeures pour toutes les économies mondiales. Elles obligent à accélérer les redéploiements de personnel entre secteurs. La flexibilité du marché du travail américain est favorable à cet égard, mais le pays a d'importants progrès à accomplir dans la formation des employés aux métiers de demain. Sinon, de nombreux emplois ne parviendront pas à être créés. Les États-Unis manquent par exemple de spécialistes du big data. La France est en proie au même défi : si le système d'éducation ne s'adapte aux activités d'avenir, 700 000 emplois pourtant nécessaires ne verront pas le jour à l'horizon de 2020.

3 Chronique d'une renaissance annoncée

Eric Labaye

Si l'industrie américaine affiche pour le moment un rebond, elle se prépare à une véritable renaissance. Dans cette dynamique, il convient de souligner l'importance de la demande. L'industrie a créé près d'un million d'emplois aux États-Unis ces dernières années, mais en avait détruit 5,8 millions la décennie précédente et un à deux millions les vingt années antérieures. Seules 20 % de ces suppressions de postes étaient liées à des délocalisations. Elles tenaient pour le reste à l'évolution de la demande et à une productivité accrue rendue possible par la technologie. L'industrie, même si elle ne représente que quelque 10 % du PIB américain, cumule 30 à 40 % des gains de productivité.

La demande a largement porté sur l'automobile, laquelle est à l'origine de près d'un quart des nouveaux emplois industriels. L'essor de ce secteur a profité aux différents maillons de sa chaîne de sous-traitance : acier et métaux, caoutchouc, plastiques... Cet ensemble représente 90 % de la création de valeur ajoutée et d'emplois.

Le gaz de schiste soutient la croissance dans certains domaines comme le caoutchouc, la chimie et les plastiques. Précisons toutefois que les secteurs pour lequel le facteur énergétique est déterminant ne constituent que 18 % de l'industrie américaine, et que 20 % des investissements totaux (étrangers et locaux) portent sur le gaz de schiste.

Tous ces éléments témoignent d'un rebond indéniable. Les États-Unis sont néanmoins confrontés à plusieurs défis, au premier titre desquels le déficit du commerce extérieur. Il se monte à 600 milliards d'euros toutes industries confondues, dont 300 milliards dans les industries innovantes, qui mobilisent fortement des connaissances (automobile, aéronautique...).

Autre défi, l'écosystème industriel américain est moins performant que celui que nous connaissons en Europe. Ainsi, une large part des PME américaines qui fournissaient les grands industriels ont été détruites dans les dernières années, d'abord après la récession de 2000-2001 puis après la crise de 2008. Les exportations industrielles proviennent de PME à près de 35 % en Europe, mais à seulement 13 % aux États-Unis.

Il reste à savoir si les proportions seraient identiques avec des indicateurs de valeur ajoutée. En effet, si les États-Unis manquent de fournisseurs, ils regorgent en revanche de grandes et moyennes entreprises excellent dans la conception et le design, et qui délèguent la fabrication sur le territoire ou à l'étranger. Il serait donc important d'évaluer le poids de la propriété intellectuelle dans la valeur ajoutée. Quoi qu'il en soit, les États-Unis auront besoin de rebâtir un écosystème de fournisseurs dans nombre de secteurs industriels. Ce pourrait être une source de renaissance future.

Enfin, les investissements en venture capital dans l'industrie classique sont dix fois inférieurs à ceux dont profitent les technologies de pointe (biotech, high-tech, clean tech...). L'enjeu est donc d'attirer du capital dans ces secteurs, afin de constituer un tissu de fournisseurs pour les grands industriels.

Si j'estime qu'une renaissance surviendra aux États-Unis, c'est au vu de la révolution technologique qui est à l'œuvre dans l'industrie manufacturière sous l'effet de la robotique, de l'impression 3D et du numérique. Ces trois vecteurs de transformation industrielle ne se traduisent pas encore véritablement dans les chiffres, mais auront un impact majeur à l'avenir. La part de l'automatisation dans la valeur ajoutée de la production industrielle américaine est nettement inférieure à celle de la France, par exemple. Les États-Unis pourront se saisir d'une opportunité d'accélération considérable offerte par l'utilisation de robots. Il en sera de même pour la numérisation et l'impression 3D. Ces nouvelles technologies irrigueront rapidement l'industrie américaine et pourraient accroître très nettement sa compétitivité.

Ajoutons que parmi les 11 millions d'emplois dits manufacturiers aux États-Unis, 30 à 35 % relèvent déjà des logiciels et des services. Cette part est appelée à croître sous l'impact des technologies innovantes. L'industrie américaine, qui a accès à un puissant écosystème d'innovation et de formation, dispose ainsi de tous les atouts pour s'engager dans une transformation et une renaissance.

4

Vers des relocalisations au gré de la demande

Louis Gallois

Les auteurs de la note de La Fabrique démontrent, exemple de l'automobile à l'appui, que la

demande interne a suscité la relance de l'industrie américaine.

Faut-il que la France s'en inspire ? La question m'intéresse d'autant plus que le rapport sur la compétitivité dont je suis l'auteur préconise plutôt d'actionner le levier de l'offre. Je maintiens cette position. En France en effet, la reprise de la consommation, qui est effective, se traduit par une reprise des importations. En d'autres termes, notre appareil industriel ne répond pas bien à la demande. Nous avons bien sûr besoin d'une demande mais toute intervention sur celle-ci doit-elle être accompagnée, voire anticipée, par une action forte sur l'offre. À cet égard, le parallélisme n'est pas total entre les États-Unis et l'Europe. Nous ne pouvons pas nous permettre le déficit commercial abyssal que peuvent supporter les États-Unis grâce à leur maîtrise de la monnaie mondiale.

Eric Labaye

Le marché nord-américain représente 30 à 35 % du PIB mondial, avec une croissance attendue de 2 à 4 points, soutenue par une dynamique démographique. Pour les acteurs économiques du monde entier, le marché américain est presque incontournable. C'est évidemment un atout pour le pays. En comparaison, le marché européen est un peu plus restreint et encore éclaté entre les pays.

La révolution technologique permettra d'implanter l'industrie manufacturière au plus près de la demande et des sources d'innovation. C'est ce que l'on appelle le « next shoring ». Aujourd'hui, près de deux tiers des industries sont situées à proximité de leur marché, ce qui leur permet de jouer sur des leviers de délai et de personnalisation. Les nouvelles technologies accroîtront cette proportion, en même temps qu'elles réduiront le coût du travail dans la valeur ajoutée. Les États-Unis marquent des points dans ce domaine. Les Européens pourraient en faire tout autant. Il est en particulier essentiel que les industries européennes investissent sur la plaque nord-américaine pour accéder à son marché. Elles y trouveront de surcroît un écosystème d'innovation susceptible de les faire accéder à de nouvelles technologies numériques, à des solutions d'automatisation ou encore à une analyse approfondie de la demande. L'écosystème industriel du territoire, en revanche, reste à parfaire.

Pierre-Noël Giraud

Le mouvement d'éclatement des chaînes de valeur et la possibilité de coordonner celles-ci de façon toujours plus étroite grâce aux technologies numériques (notamment l'internet des objets) interrogent sur les segments qu'il convient de localiser à proximité de la demande et des sources d'innovation. Certains de ces segments, l'assemblage final par exemple, ont besoin d'être près du marché pour mieux en intégrer les spécificités. D'autres doivent être proches de clusters d'innovation, et d'autres encore peuvent être éloignés. Il reste à savoir à qui profitera le solde global de ces mouvements d'emplois.

Louis Gallois

Plutôt que des relocalisations, nous assistons surtout à une vague d'investissements industriels de la part d'étrangers — tels Michelin, parmi de nombreux autres — aux États-Unis. Airbus a implanté une usine en Alabama non pour profiter de coûts de fabrication moindres, mais parce que toute compagnie aéronautique qui ne produit pas aux États-Unis voit ses parts de marché plafonner. Reconnaissons aussi que l'État d'Alabama est fort accueillant... et qu'il n'a pas les préventions de la Commission européenne vis-à-vis du soutien à l'industrie ! Ajoutons que les salaires sont plus bas en Alabama que dans le reste des États-Unis, et que la présence de syndicats n'est pas obligatoire dans les entreprises de cet État !

Enfin, on ne saurait évoquer la reconfiguration des implantations industrielles américaines sans

y inclure le Mexique. Situé dans la même zone de libre-échange que les États-Unis, le Mexique leur fournit une main-d'œuvre bien formée et peu onéreuse. La construction automobile, en particulier, y est très fortement implantée.

Thibaut Bidet-Mayer

L'attitude de la Chine est emblématique des évolutions actuelles. Il y a dix ans, ses investissements directs aux États-Unis étaient presque nuls. Aujourd'hui, ils oscillent entre 10 et 14 milliards de dollars, essentiellement à destination des secteurs de l'énergie, de l'automobile et des TIC. Cette stratégie vise à accéder à des matières premières et à des technologies essentielles au développement des entreprises chinoises.

Les compagnies désireuses de s'implanter aux États-Unis sont toutefois confrontées à un frein majeur : le délitement de l'écosystème industriel causé par la vague de délocalisations des vingt dernières années. Il n'est pas certain qu'elles trouvent sur place des fournisseurs capables de répondre à leurs exigences, ni une main-d'œuvre formée à leurs spécialités. Pour cette raison, la vague de relocalisations prendra plus de temps qu'espéré.

5 **Une transformation qui échappe aux indicateurs**

Jean-Marc Vittori

Rebond, transformation, renaissance... dans quelle mesure les indicateurs peuvent-ils aider à trancher ce débat ?

Pierre-Noël Giraud

L'excellente note de La Fabrique soulève des questions méthodologiques fondamentales. Pour trancher la question d'un rebond ou d'une renaissance de l'industrie américaine, encore faut-il être capable de mesurer les évolutions qui sont à l'œuvre. Or, nous ne disposons aujourd'hui d'aucun moyen d'y procéder sérieusement. Les indicateurs nous échappent, jusqu'à ceux qui constituent les piliers de l'analyse économique : la production en volume, la croissance, l'inflation et la productivité. Dans l'industrie numérisée en effet, l'évolution de la qualité des produits et des services est telle qu'il ne serait pas pertinent de raisonner en termes de volumes. L'obsession des gouvernements pour les taux de croissance, la focalisation des banques centrales sur la maîtrise de l'inflation, et encore le débat proprement surréaliste sur la stagnation séculaire sont donc hors propos.

Venons-en à une métrique plus solide, celle des emplois. Dans l'industrie manufacturière américaine, ils sont passés de 17,3 millions en 2000 à 11,5 millions en 2009. Depuis est survenu un rebond incontestable, à 12 millions. Il reste que sur l'ensemble de la période 2000-2014, les États-Unis ont perdu près de 30 % de leurs emplois industriels. Dans la même période, l'Europe les voyait reculer de 20,7 % — sans toutefois connaître, depuis, aucun sursaut.

Ces données, dont un examen rapide pourrait laisser penser à un déclin, ne sont toutefois que faiblement significatives. Les États-Unis sont en effet un territoire extrêmement dynamique pour la recherche, le développement, l'industrie ou encore les services. En fait, le périmètre retenu pour ces indicateurs d'emploi n'est pas pertinent. La classification traditionnelle entre les activités manufacturières et de service est obsolète, particulièrement dans les secteurs industriels high-tech où l'imbrication entre les biens et les applications numériques va croissant.

La distinction pertinente est celle qui différencie les emplois nomades et sédentaires. Les premiers, pouvant porter sur des biens comme sur des services, peuvent aisément changer de localisation. Pour juger si les États-Unis connaissent un rebond ou une renaissance, il conviendrait donc de déterminer combien ils ont créé d'emplois nomades, dans l'industrie manufacturière certes mais aussi dans les services. Nous ignorons la réponse.

Une approche par la valeur ajoutée s'impose. À titre d'exemple, celle d'un iPhone ne provient qu'à 1,8 % de travail chinois, soit 3,6 % du prix de sortie usine. La part fournie par l'Allemagne est dix fois supérieure. De fait, les statistiques de balance des opérations courantes et de commerce international n'ont pas de sens. Elles doivent être traduites en termes de valeur ajoutée.

Au total, nous ne sommes guère capables, pour le moment, de quantifier les transformations de la production qui sont en train de survenir. Pour autant, l'industrie fait preuve d'un dynamisme indéniable aux États-Unis. Atout capital, les universités américaines sont capables d'attirer les meilleurs étudiants du monde entier, lesquels resteront dans le pays pour créer leur entreprise. Dans ce domaine, les États-Unis n'ont qu'un rival, la Chine.

Quelques remarques, enfin. À la veille de Conférence sur le climat, je m'étonne pour le moins que l'on puisse se réjouir de la baisse du prix des énergies fossiles, au motif qu'elle pourrait favoriser le PIB et l'emploi : ses effets seront extrêmement marginaux de ce point de vue, mais bien plus délétères pour l'environnement.

Enfin, à la zone que constituent les États-Unis et le Mexique, j'ajouterais le Canada. Ces trois pays forment un ensemble économiquement cohérent et totalement intégré. Le PIB par habitant des États-Unis est le double de celui du Mexique, et il n'est pas aisé pour les Mexicains de franchir la frontière vers le nord. À titre de comparaison, le rapport est de 1 à 3,6 entre les PIB par habitant des Pays-Bas et de la Bulgarie, dans un contexte de libre circulation des hommes. L'Europe est confrontée au défi de la répartition de ses emplois nomades, y compris industriels.

Thibaut Bidet-Mayer

Dans la rédaction de cette note de La Fabrique, le choix des indicateurs ne fut pas chose facile, singulièrement pour les secteurs du numérique et des TIC où l'évolution rapide de la qualité peut biaiser les statistiques. L'indicateur qui semble le plus robuste est celui de l'emploi industriel. Ainsi, 2 millions d'emplois ont été détruits entre 2008 et 2009, et seulement 850 000 ont été recréés depuis. Certains secteurs, en particulier l'automobile, n'ont pas retrouvé leur niveau d'emploi d'hier car ils ont profité de la crise pour se restructurer. Le plan de sauvetage mis en place par le gouvernement américain était en effet conditionné à des fermetures d'usines et à une rationalisation de l'outil de production. En outre, les secteurs très dynamiques comme le numérique créent peu d'emplois.

1

Le facteur énergétique en débat

Un intervenant

À l'heure où certains commentateurs prédisent un éclatement de la « bulle » du gaz de schiste, il n'est pas inutile de préciser quelques éléments factuels sur ce secteur. Les investissements dans les réserves d'énergies non conventionnelles ont diminué de 40 % entre octobre 2014 et mi-2015. Les États-Unis disposent d'un portefeuille d'environ 110 000 puits, lequel fait preuve d'une grande résistance malgré le recul des investissements. La croissance de la production de gaz et de pétrole de schiste américains devrait se poursuivre, même si elle adopte un rythme moins soutenu que jusqu'à présent. Elle ne pourrait diminuer qu'à compter de fin 2016, si les investissements poursuivent leur recul.

Clara Gaymard

Ajoutons que la chute des cours de pétrole est survenue à un moment où les projets d'investissement dans le gaz de schiste foisonnaient partout dans le monde.

Un intervenant

Si, en France, le coût de l'énergie et le prix à la pompe chutaient dans les mêmes proportions qu'aux États-Unis, nul doute que les effets en seraient positifs sur la confiance et la relance de la consommation par la demande.

Louis Gallois

Dans une logique d'avantages comparatifs telle que la décrit Ricardo, un coût énergétique inférieur aux États-Unis par rapport au reste de la planète devrait entraîner un déport de l'industrie vers le territoire américain. Une relative unification du prix de l'énergie devrait survenir, par transfert d'une partie de la rente énergétique des États-Unis vers l'Europe. Or ce phénomène ne se produit pas, car la législation interdit aux États-Unis d'exporter de l'énergie brute. C'est donc pour une raison réglementaire que deux marchés de l'énergie cohabitent sans s'équilibrer.

Un intervenant

La transition écologique et le développement des énergies renouvelables ont-ils un rôle dans les évolutions actuelles de l'industrie américaine, quand on connaît par ailleurs la position du gouvernement sur ces questions ?

Pierre-Noël Giraud

Si l'État fédéral ne déploie pas de politique vigoureuse en faveur des énergies renouvelables, les incitations locales sont en revanche plus marquées. Pour sa part, l'Europe se livre à des aberrations telles que les subventions massives de l'éolien en mer ou du photovoltaïque, dont on ne peut attendre que des retours limités. Il n'existe pas en Europe d'écosystème technologique pour soutenir les énergies renouvelables. La grande différence avec les États-Unis est que dans

ce pays, ces énergies sont rentables.

Un intervenant

L'exploitation du gaz de schiste a déplacé la génération électrique du charbon vers le gaz aux États-Unis, entraînant une diminution des émissions de gaz à effet de serre de 15 % entre 2009 et 2013. Le prix du charbon à la tonne s'est par conséquent effondré. L'Allemagne a tiré parti de cette ressource peu onéreuse pour compenser le coût de sa transition énergétique. Il convient donc de se méfier des effets pervers pouvant survenir en matière de politique énergétique.

2 Le redéploiement des chaînes de valeur

Un intervenant

Nous avons pu croire que dans le nouvel équilibre mondial qui s'instaurait, la Chine resterait spécialisée dans la production bas de gamme et l'économie occidentale devrait sa survie aux activités de pointe. Or, un basculement de la création de valeur se produit de l'ouest vers l'est. Quel avenir cela dessine-t-il pour l'occident ?

Pierre-Noël Giraud

Je ne crois pas à un déplacement massif des chaînes de valeur vers la Chine. La prochaine localisation des emplois nomades est plutôt l'Afrique, qui comptera 2,5 milliards d'habitants dans 35 ans, soit deux fois plus que la Chine. Nous n'avons rien vu en termes de déplacements des emplois dans le monde.

Un intervenant

Les États-Unis s'appuient-ils sur le potentiel offert par le Mexique en termes d'emplois, comme l'a fait l'Allemagne avec les pays de l'Europe de l'est ?

Thibaut Bidet-Mayer

Les États-Unis pratiquent le near shoring, c'est-à-dire la relocalisation à proximité du territoire américain, en particulier au Mexique. L'industrie a nettement progressé au Mexique ces cinq à dix dernières années, notamment dans l'automobile et l'électronique. Alors que les États-Unis comptaient les deux tiers des emplois industriels automobiles de l'ALENA en 2000, ils en représentent à peine la moitié aujourd'hui. Le Mexique en accueillait 25 % en 2000, contre près de 40 % aujourd'hui. Il y a encore quelques années il était quasiment un « pays-atelier ». Or son industrie monte rapidement en gamme et s'attaque désormais à la conception, au-delà de la fabrication.

3 Quelle politique de relance ?

Un intervenant

Ainsi que cela a été mentionné, la relance par la demande en Europe a pour revers un accroissement des importations. La structuration européenne encore imparfaite est-elle en cause ?

Thibaut Bidet-Mayer

Aux États-Unis, la politique menée par la FED a permis de relancer rapidement la consommation et l'investissement. La France, quant à elle, n'a pas la main sur sa politique monétaire. La réaction plus tardive de la Banque centrale européenne (BCE) est certainement l'une des raisons pour lesquelles la consommation française n'a pas connu une reprise aussi prompte qu'aux États-Unis.

Un intervenant

Les États-Unis ne pratiquent pas une relance de la demande par la voie budgétaire, comme l'envisage généralement la France. Trois éléments ont contribué à la reprise de la consommation dans ce pays : le prix de l'essence extrêmement favorable, la baisse du prix du logement consécutive à la crise des subprimes, et enfin la sensibilité des ménages à la Bourse, ayant des effets sur le crédit. La FED s'est surtout attachée à soutenir la Bourse, ce qui a entraîné une dynamique interne de relance à la consommation. Le BCE n'est pas animée par la même préoccupation.

Clara Gaymard

En 2008, le recul de la consommation a été plus brutal aux États-Unis et au Royaume-Uni qu'en France et en Allemagne. De façon générale, les pays anglo-saxons subissent un réajustement violent lorsque survient une crise, et se redressent plus rapidement que ne le fait la France.

Quant à l'Europe, ses États membres appliquent des politiques si disparates, notamment dans le domaine énergétique, qu'un marché coordonné et ayant du sens peine à émerger. La lenteur des décisions européennes, tout comme des réformes nationales, constitue un frein considérable à la croissance.

Louis Gallois

Le rythme avec lequel la France met en œuvre ses réformes nuit grandement à l'efficacité de celles-ci, entamant inévitablement la confiance des citoyens et des acteurs économiques. Les décrets d'application paraissent au mieux huit mois ou un an après l'adoption des lois ! Alors que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi a été acté en novembre 2012, il n'est devenu effectif pour les entreprises qu'en juin et surtout septembre 2014...

4 Les inégalités sociales, un prix à payer ?

Un intervenant

Les États-Unis sont frappés par un accroissement très marqué des inégalités, et de nombreux citoyens américains sont passés en deçà du seuil de pauvreté. Ces éléments compromettent-ils la transformation du rebond actuel en renaissance durable ?

Pierre-Noël Giraud

Les États-Unis compteraient aujourd'hui 57 millions de travailleurs pauvres (c'est-à-dire percevant un revenu inférieur à l'équivalent du RSA), représentant 12 % de l'emploi total. De façon cynique, le dynamisme américain peut parfaitement s'accompagner d'une pauvreté croissante pour 80 % des habitants du pays. Il n'est pas exclu que tel soit le devenir social des

États-Unis, avec 10 à 15 % d'emplois nomades attirant les profils les plus pointus du monde entier, et en parallèle des emplois sédentaires non robotisables et faiblement rémunérés, de services à la personne par exemple.

Un intervenant

Michelin a son siège nord-américain à Greenville, en Caroline du sud, et BMW y possède une de ses plus importantes usines au monde, produisant notamment des véhicules à destination du marché européen. Après les années 1980, les constructeurs asiatiques et européens ont répondu à l'appel des États américains du sud, promettant de faibles taxes, une main-d'œuvre peu chère et malléable ainsi qu'une absence de syndicats. Durant la crise, Ford, Chrysler et General Motors ont frôlé la faillite. Ils doivent leur survie au plan de sauvetage du gouvernement Obama qui, entre autres mesures, a forcé constructeurs et syndicats à négocier pour supprimer des sites. Chez Ford, la moitié du personnel a été licenciée, après quoi une grille de salaire abaissée de 50 % a été mise en place et un tiers des postes vacants ont à nouveau été pourvus. Chrysler et General Motors ont procédé de façon similaire. Ceci ne laisse-t-il pas penser que nous assistons à un rebond dû à la baisse des coûts de main-d'œuvre ?

Thibaut Bidet-Mayer

Les restructurations de l'industrie automobile américaine ont entraîné des fermetures d'usines et des suppressions de postes dans le bassin historique, la région de Detroit. Les emplois ont été déplacés vers des régions où le coût du travail est plus faible et la législation de l'emploi plus souple. On peut le regretter, mais c'est ainsi que les constructeurs ont gagné en compétitivité. Par ailleurs, toutes les implantations de compagnies automobiles européennes ou asiatiques sur le territoire américain sont localisées dans les États du sud.

5 **Quels enseignements pour la France ?**

Jean-Marc Vittori

Quelles leçons peut-on tirer de l'exemple américain pour la France ?

Eric Labaye

L'industrie de demain sera proche de la demande et de l'innovation. La demande que nous devons considérer n'est pas française, mais européenne. Notre pays saura-t-il être suffisamment attractif pour susciter l'implantation d'industries visant à servir le marché européen ?

En matière d'innovation, la politique de clusters menée en France depuis quinze ans s'est montrée bénéfique. Elle a renforcé les liens entre les recherches privée et publique, les PME, les grands groupes et les universités. Nous devons tirer parti de ces clusters pour redynamiser l'industrie. Déjà, nous pouvons nous féliciter d'un certain nombre d'avancées dans la métallurgie, l'internet des objets et le big data. Il faut renforcer ces sources d'innovation, leur pertinence et leur compétitivité mondiale, afin d'attirer des investissements nationaux ou étrangers.

Enfin, cessons d'opposer l'industrie aux autres secteurs. Les softwares et les services, le design, la R & D et le marketing gagneront une importance croissante pour la production industrielle. Quand nous pensons à l'industrie, pensons à la création de valeur quelle qu'elle soit, qu'elle passe par le manufacturing ou la conception.

Louis Gallois

Il est étonnant d'observer avec quelle rapidité réagissent les entreprises américaines, détruisant et créant de l'emploi à une vitesse record. Au-delà de la flexibilité extrême —qui prévaut dans le marché du travail, j'y vois le signe de la confiance indéfectible des Américains dans leurs propres capacités. Même dans l'échec et la difficulté, ils ne doutent pas qu'une embellie finira par survenir. En miroir, la « sinistrose » française est frappante. C'est probablement l'une des causes profondes de nos difficultés économiques. Comment peut-on s'inscrire dans une dynamique lorsqu'on ne croit ni en soi ni en son pays ?

Clara Gaymard

Les États-Unis valorisent une culture de l'échec positif, perçu comme un jalon inévitable et formateur dans tout parcours entrepreneurial. La réussite d'autrui y est vécue comme un facteur d'émulation, et non comme la captation d'une richesse par un adversaire. Cet état d'esprit insufflé une dynamique dont nous pouvons penser qu'elle maintiendra les États-Unis en bonne place, pour longtemps encore, parmi les leaders industriels.

CONTACTS



ACCUEIL

01 56 81 04 15
info@la-fabrique.fr



ÉVÈNEMENTS & PARTENARIATS

Sounia CHANFI - 01 56 81 04 18
sounia.chanfi@la-fabrique.fr



RELATIONS PRESSE

Elisa OHNHEISER - 01 56 81 04 26
elisa.ohnheiser@la-fabrique.fr



www.la-fabrique.fr



twitter.com/LFI_LaFabrique



www.facebook.com/LaFabriqueDeLIndustrie